

Note

(1) *Session ordinaire 2002-2003.*

Chambre des Représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 2226/1. — Avis de la Commission de la protection de la vie privée, n° 2226/2. — Avis du Conseil d'Etat, n° 2226/3. — Amendements, n° 2226/4. — Rapport, n° 2226/5. — Texte adopté par la commission, n° 2226/6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2226/7.

Compte rendu intégral. — 20 février 2003.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 2-1494/1. — Rapport, n° 2-1494/2. — Décision de ne pas amender, n° 2-1494/3.

Annales du Sénat. — 13 mars 2003.

Nota

(1) *Gewone zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, 2226/1. — Advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, nr. 2226/2. — Advies van de Raad van State, nr. 2226/3. — Amendementen, nr. 2226/4. — Verslag, nr. 2226/5. — Tekst aangenomen door overcommissie, nr. 2226/6. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2226/7.

Integraal verslag. — 20 februari 2003.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 2-1494/1. — Verslag, nr. 2-1494/2. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 2-1494/3.

Handelingen van de Senaat. — 13 maart 2003.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 1170

[C — 2003/00227]

25 MARS 2003

Arrêté royal relatif aux cartes d'identité

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. Introduction.

Le présent arrêté royal tend à donner exécution à la loi du 25 mars 2003 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'adaptation de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques permet de transformer la carte d'identité actuelle en une carte d'identité électronique au moins aussi fiable. La nouvelle carte d'identité électronique s'inscrit dans le cadre de la politique globale en matière de e-government du présent Gouvernement.

Le e-government ou « l'administration électronique » comprend le développement d'une infrastructure informatique et la prise d'initiatives en vue de permettre aux administrations et aux citoyens d'utiliser la technologie de l'information et de la communication pour des actes administratifs.

L'utilisation généralisée des nouvelles technologies permet d'éviter au citoyen de longues et fastidieuses recherches dans le dédale des services publics et des administrations. Il suffit dorénavant de poser la question de fond. Les réponses sont communiquées au citoyen par les autorités compétentes. Il s'agit d'une opération à trois volets : les compétences demeurent auprès des organes à qui elles ont été confiées, l'autorité compétente se fait connaître au moment de la réponse et la question peut se résumer au contenu, sans devoir se préoccuper de savoir qui est compétent pour quoi. Une condition essentielle de cette approche est toutefois que toutes les autorités assurent un service au citoyen dans le cadre de synergies et proposent ainsi une seule autorité virtuelle.

Les citoyens attendent et exigent un service rapide, efficace, convivial et abordable.

Ils attendent en outre qu'une information transmise à une autorité soit utilisée par toutes les autorités et ne doive donc pas à chaque fois être transmise à nouveau. En outre, ils attendent un service accessible 24 h sur 24.

Pour faire en sorte que l'e-government soit un succès, une participation active de tous les citoyens est toutefois nécessaire.

C'est pourquoi la nouvelle carte d'identité électronique sera automatiquement pourvue d'une signature électronique destinée à diverses applications avec l'autorité.

La Commission de la protection de la vie privée a rendu le 10 juin 2002 un premier avis sur le présent projet. Dans cet avis, elle émet sur le projet trois observations générales (cf. n° 36, 37 et 38).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 1170

[C — 2003/00227]

25 MAART 2003

Koninklijk besluit betreffende de identiteitskaarten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Inleiding.

Dit koninklijk besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan de wet van 25 maart 2003 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De aanpassing van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, maakt het mogelijk de huidige identiteitskaart om te vormen tot een minstens even betrouwbare elektronische identiteitskaart. De nieuwe elektronische identiteitskaart kadert in het globale e-governmentbeleid van deze Regering.

Het e-government of de « elektronische administratie » omvat het uitbouwen van een informaticainfrastructuur en het nemen van initiatieven om administraties en burgers in staat te stellen de informatie- en communicatietechnologie te gebruiken voor bestuursdaden.

Het veralgemeend gebruik van de nieuwe technologieën biedt de mogelijkheid om de zoektocht van de burger door de overheden en administraties heen, overbodig te maken. De inhoudelijke vraag stellen volstaat voortaan. De antwoorden bereiken de burger vanuit de bevoegde overheden. Een drieledige operatie: de bevoegdheden blijven bij wie ze toebedeeld kreeg, de bevoegde overheid maakt zich bekend bij het antwoord, en de vraagstelling kan zich resumeren tot de inhoud, bevrijd van elke zorg om wie over wat bevoegd is. Maar een essentiële voorwaarde voor deze aanpak is dat alle overheden hun klanten bedienen via samenwerkingsverbanden en aldus één virtuele overheid aanbieden.

De burgers verwachten en eisen een vlotte, effectieve, klantvriendelijke en betaalbare dienstverlening.

Zij verwachten bovendien dat een informatie die aan een overheid werd overgemaakt door alle overheden gebruikt wordt, en dus niet telkens opnieuw moet worden overgemaakt. Bovendien verwachten ze een 24 uur per dag bereikbaarheid.

Om van het e-government een succes te maken is echter een actieve participatie van alle burgers nodig.

Daarom zal automatisch de nieuwe elektronische identiteitskaart worden voorzien van een elektronische handtekening voor diverse toepassingen met de overheid.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft op 10 juni 2002 een eerste advies uitgebracht over het ontwerp. In dit advies uitte zij een drietal algemene bemerkingen over het ontwerp (cf. nrs. 36, 37 en 38);

1. Dans sa première observation, la Commission exprime sa crainte que la signature électronique, qui peut effectivement être également utilisée dans les relations entre une entreprise privée et son client, soit utilisée par cette entreprise privée soit pour coupler sa propre carte à puce à la carte d'identité électronique, soit pour intégrer son micro-processeur dans la carte d'identité électronique, et de cette manière aboutir à une généralisation de l'utilisation de la carte d'identité dans les relations avec les firmes privées.

A cela, on peut répondre qu'en effet, tel est le cas pour une signature électronique forte telle qu'une signature avancée (authentification, intégrité et non-répudiation) et qualifiée (certificat qualifié et certificateur accrédité), mais que cela n'empêche pas qu'un citoyen, tout comme aujourd'hui avec sa signature manuelle, décide lui-même quand il fera usage de sa signature électronique.

Ainsi, la signature électronique peut servir pour conclure un contrat on-line, que ce soit avec un site web, une personne morale ou un concitoyen.

Par contre, l'accès à un site web, tel qu'envisagé par la Commission, se fera en général non pas par la signature mais par le processus d'authentification.

La crainte de la généralisation de la demande de présentation de la carte d'identité électronique pour l'obtention de services électroniques n'est pas fondée car la même crainte existe pour les cartes d'identité actuelles par rapport aux services déjà actuellement disponibles.

La carte d'identité électronique établit uniquement l'identité de la personne et ne comprend aucune autre donnée électronique.

2. Dans le même esprit, la Commission craint également que la carte d'identité, et donc la signature qui s'y rapporte, soient utilisées systématiquement dans les relations entre l'autorité et le citoyen. Elle renvoie à cet effet à l'actuel article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité.

En réponse à cela, on peut estimer que le projet en question ne modifie en rien l'actuel article 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté royal susmentionné. En dehors de la réglementation imposée par cet article, il apparaît que le citoyen est donc libre de présenter sa carte d'identité.

3. La Commission manifeste par ailleurs sa préoccupation concernant l'éventualité que certaines administrations puissent favoriser l'utilisation de la carte d'identité électronique en accordant certains avantages uniquement à ceux qui utilisent la carte d'identité électronique et les possibilités qui en découlent.

Le gouvernement n'a absolument pas l'intention de discriminer les citoyens qui préfèrent contacter l'administration de manière traditionnelle. C'est cependant de cette façon que l'e-government offre le plus d'avantages: les services restent disponibles, quels que soient l'heure ou l'endroit où l'offrant et le destinataire se trouvent.

La Commission de la protection de la vie privée a rendu un deuxième avis plus circonstancié sur le projet le 27 février 2003. Le projet modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité (en exécution duquel le projet d'arrêté est pris) avait entre-temps été adopté le 20 février 2003 par la Chambre des Représentants et le 25 février 2003 par la Commission sénatoriale de l'Intérieur. Comme il apparaîtra dans la suite du texte, la Commission ne semble pas toujours en tenir compte bien qu'elle en ait été informée.

Les différentes observations formulées par la Commission dans ce deuxième avis sont examinées ci-après. La discussion article par article de la Commission est traitée dans l'article y relatif.

Pour une bonne compréhension, il convient d'attirer préalablement l'attention sur les deux aspects de la carte d'identité électronique : d'une part, l'authentification et la signature électronique (loi du 9 juillet 2001) et d'autre part les données d'identité qui y sont apposées et qui sont visibles à l'œil nu et également lisibles de manière électronique. En cas d'utilisation de la carte d'identité électronique à distance (par ex. logging sur le site web de l'autorité, usage commercial), ce qui veut également dire que le lecteur est sous le contrôle de l'utilisateur, seul l'aspect authentification et signature électronique est utilisable; les différentes données d'identité ne sont ni visibles à l'œil nu ni lisibles de manière électronique. En cas d'utilisation de la carte d'identité électronique sans que le lecteur de carte soit sous le contrôle de l'utilisateur (par exemple lecteur dans une banque), les données d'identité sont visibles à l'œil nu et également lisibles de manière électronique moyennant l'autorisation du titulaire. Si on voulait limiter cette application à certaines autorités, la lisibilité électronique deviendrait également impossible pour l'intéressé même, ce qui n'est pas

1. In haar eerste opmerking drukt de Commissie de vrees uit dat de elektronische handtekening, die inderdaad ook kan gebruikt worden in de relatie tussen een privé-onderneming en haar cliënt, door deze privé-onderneming zal gebruikt worden om hetzij haar eigen kaart met micro-processor te koppelen aan de elektronische identiteitskaart, hetzij haar micro-processor te integreren in de elektronische identiteitskaart, en op die manier zal leiden tot een veralgemening van het gebruik van de identiteitskaart in contacten met privé-firma's.

Hierop kan geantwoord worden dat het inderdaad gaat om een sterke elektronische handtekening, d.w.z. een geavanceerde (authenticatie, integriteit, en niet-weerlegbaar), en een gekwalificeerde (gekwalificeerd certificaat en geaccrediteerde certificatieinstelling) handtekening, maar dat dit niet wegneemt dat de burger, zoals thans met zijn manuele handtekening, zelf beslist wanneer hij van zijn elektronische handtekening gebruik zal maken.

Zo kan de elektronische handtekening dienen om een contract on-line te sluiten, zij het met een website, een rechtspersoon, of een medeburger.

De toegang tot een website daartegen, zoals bedoeld door de Commissie, gebeurt over het algemeen niet door de handtekening maar door het authenticatieproces.

De vrees tot veralgemening van de vraag tot voorlegging van de elektronische identiteitskaart om elektronische diensten te verkrijgen, is niet meer gegrond dan dezelfde vrees voor de huidige identiteitskaart met betrekking tot de diensten die thans beschikbaar zijn.

De elektronische identiteitskaart stelt enkel de identiteit van de persoon vast en omvat geen andere elektronische gegevens.

2. In dezelfde zin drukt de Commissie verder haar vrees uit dat het gebruik van de identiteitskaart, en de daarbij horende handtekening, systematisch gebruikt zal worden in de betrekkingen tussen overheid en burger. Ze verwijst in dat verband naar het huidige artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten.

In antwoord hierop kan gesteld worden dat het onderhavig ontwerp niets wijzigt aan het bestaande artikel 1, tweede lid van het bovenvermelde koninklijk besluit. Buiten de regeling opgelegd door dit artikel staat het de burger dus vrij zijn identiteitskaart voor te leggen.

3. De Commissie uit verder haar bezorgdheid over de mogelijkheid dat sommige administraties de elektronische identiteitskaart zouden kunnen promoten door sommige voordelen alleen te verlenen aan hen die gebruik maken van de elektronische identiteitskaart en de bijbehorende mogelijkheden.

De Regering heeft echter geenszins de bedoeling de burgers die liever op een traditionele manier te werk gaan in hun contacten met de overheid te discrimineren. Het is echter zo dat het e-government zijn eigen voordelen biedt: de diensten zijn beschikbaar ongeacht het uur, en ongeacht de plaats waar aanbieder en ontvanger zich bevinden.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft op 27 februari 2003 een tweede meer uitgebreid advies over het ontwerp uitgebracht. Intussen was het ontwerp tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten (in uitvoering waarvan het ontwerpbesluit is genomen) op 20 februari 2003 aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers en op 25 februari 2003 door de Senaatscommissie voor Binnenlandse Zaken. De Commissie lijkt, zoals verder zal blijken hiermee niet altijd rekening te houden, hoewel zij erover geïnformeerd was.

Op de verschillende opmerkingen van de Commissie in dit tweede advies wordt hierna ingegaan. De artikelsgewijze bespreking van de Commissie wordt in het desbetreffende artikel behandeld.

Voor een goed begrip dient vooraf te worden gewezen op de twee aspecten van de elektronische identiteitskaart: enerzijds de authenticatie en de elektronische handtekening (wet van 9 juli 2001) en anderzijds de erop aangebrachte identiteitsgegevens die zowel met het blote oog zichtbaar zijn als op elektronische wijze leesbaar zijn. Ingeval van gebruik van de elektronische identiteitskaart op afstand (bv. inloggen op website van de overheid, commercieel gebruik), dit wil ook zeggen dat de lezer onder controle van de gebruiker staat, is alleen het aspect authenticatie en elektronische handtekening bruikbaar; de verschillende identiteitsgegevens zijn noch met het blote oog zichtbaar, noch elektronisch leesbaar. In geval van gebruik van de elektronische identiteitskaart waarbij de kaartlezer niet onder controle van de gebruiker staat (bv. lezer in een bank) zijn de identiteitsgegevens zowel zichtbaar met het blote oog als elektronisch leesbaar mits toestemming van de houder. Indien men dit zou willen beperken tot bepaalde overheden, zou de elektronische leesbaarheid ook onmogelijk worden voor de betrokkene zelf, hetgeen wettelijk niet kan: het nieuw artikel 6,

possible sur le plan légal : le nouvel article 6, § 3, alinéa 1^{er} de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité dispose en effet que le titulaire de la carte peut à tout moment consulter les données électroniques qui sont enregistrées sur la carte ou sont accessibles au moyen de celle-ci.

Le nouvel article 6, § 2, de ladite loi du 19 juillet 1991 dispose que la carte d'identité contient le numéro d'identification du Registre national et la photo du titulaire qui sont visibles à l'œil nu et également lisibles de manière électronique. En ce qui concerne les mentions sur la carte, il convient de préciser que toutes les informations mentionnées sur la carte sont reprises dans la loi même. Les futures modifications ne pourront être apportées que par loi et non pas par arrêté royal. Une des observations formulées par le Conseil d'Etat sur le projet de loi précité est ainsi rencontrée. Les personnes à qui la carte doit être remise et les circonstances dans lesquelles cette opération doit se faire sont mentionnées à l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, du projet d'arrêté qui est d'ailleurs identique à l'actuel article 1^{er}, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité.

Le fait que la signature électronique puisse servir à conclure un contrat en ligne n'est pas si étonnant. Ainsi qu'il a déjà été précisé, l'économie de la loi inclut deux aspects : identification électronique et signature électronique. Le nouvel article 3, alinéa 1^{er}, 12^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques se réfère d'ailleurs explicitement à la loi du 9 juillet 2001 sur la signature électronique.

Ainsi que signalé précédemment, la loi prévoit que la carte d'identité contient des informations à caractère personnel visibles à l'œil nu et également lisibles de manière électronique. Il ne paraît pas indiqué d'interpréter ce principe légal de manière très restrictive au moyen d'un arrêté royal, ce que semble faire la Commission. Dans l'exemple des opérations bancaires en ligne cité par la Commission, seule l'authentification ou la fonction de signature électronique est possible. Les informations enregistrées de manière électronique ne peuvent pas être lues. Ce n'est qu'en cas d'utilisation du lecteur à la banque ou au domicile de l'utilisateur que la lecture des informations électroniques est possible, et encore uniquement avec l'autorisation volontaire du titulaire. Cette situation peut être comparée à la situation actuelle dans laquelle les informations de la carte d'identité sont introduites ou font l'objet d'une photocopie.

Contrairement à ce qu'affirme la Commission, la carte d'identité électronique en Finlande comporte effectivement des données d'identité de base: date de naissance, nom, prénom, numéro de sécurité sociale ainsi que la fonction d'authentification et la signature électronique. En Italie, la carte d'identité électronique contient également des données d'identité.

En ce qui concerne le rapport CNIL, il peut être signalé que la plupart des points cités par la Commission sont abordés dans le projet de loi modifiant la loi du 8 août 1983 organisant le Registre national et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité (déjà approuvé par la Chambre) et dans la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et ne peuvent donc pas directement être qualifiés d'imprécis. Il convient notamment de signaler que pour ce qui concerne le transport des informations, les données d'identité ne peuvent pas être transférées par le réseau internet et qu'un cadastre des connexions de réseau est constitué sur la base du numéro d'identification du Registre national.

Il est une nouvelle fois souligné que le logging sur le site web d'une autorité représente une utilisation « à distance » qui requiert uniquement la fonction d'authentification.

Il est également signalé que le nouvel article 6quinquies de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité dispose que le Roi peut déterminer les normes et les spécifications techniques et fonctionnelles auxquelles les appareils et les applications qui rendent possible la lecture et la mise à jour des données reprises de manière électronique sur la carte d'identité doivent satisfaire.

En conclusion, on peut dire que les données d'identité sur la carte et l'authentification dans le cadre de la signature électronique sont entièrement dissociées.

Il a été tenu compte de toutes les remarques du Conseil d'Etat exceptée celle relative à la consultation de la Commission permanente de Contrôle linguistique (voir commentaire de l'article 4).

§ 3, eerste lid van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten bepaalt immers dat de houder van de kaart via deze kaart steeds inzage krijgt van de gegevens die op elektronische wijze opgeslagen zijn op de kaart of via de kaart toegankelijk zijn.

Het nieuwe artikel 6, § 2 van de vermelde wet van 19 juli 1991 bepaalt dat de identiteitskaart het identificatienummer van het Rijksregister en de foto van de houder bevat en zowel met het blote oog zichtbaar zijn als elektronisch leesbaar zijn. Wat de vermeldingen op de kaart betreft, moet erop gewezen worden dat alle op de kaart vermelde gegevens in de wet zelf zijn opgenomen. Toekomstige wijzigingen kunnen enkel bij wet en niet bij koninklijk besluit gebeuren. Hiermee is tegemoetgekomen aan een opmerking van de Raad van State over het reeds geciteerde wetsontwerp. De personen aan wie en de omstandigheden waarin de kaart moet worden overgelegd zijn vermeld in artikel 1, tweede en derde lid, van het ontwerpbesluit dat overigens identiek is aan het huidige artikel 1, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit van 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten.

Het feit dat de elektronische handtekening kan dienen om een contract on-line te sluiten is niet zo verbazend. De economie van de wet houdt, zoals reeds vermeld, twee aspecten in: elektronische identificatie en elektronische handtekening. In het nieuw artikel 3, eerste lid, 12^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen wordt trouwens expliciet verwezen naar de wet van 9 juli 2001 op de elektronische handtekening.

Zoals voorheen gesteld, bepaalt de wet dat de identiteitskaart persoonsgegevens bevat die zowel met het blote oog zichtbaar zijn als op elektronische wijze leesbaar zijn. Het komt niet aangewezen voor dit wettelijk principe via een koninklijk besluit zeer beperkend te interpreteren, hetgeen de Commissie lijkt te doen. Bij het voorbeeld van de on-line banking aangehaald door de Commissie is overigens enkel de authenticatie of elektronische handtekeningsfunctie mogelijk. Elektronisch opgeslagen gegevens kunnen niet gelezen worden. Enkel bij gebruik van de lezer in de bank of bij de gebruiker thuis is lezing van de elektronische gegevens mogelijk, maar dan nog met de vrijwillige toestemming van de houder. Dit kan vergeleken worden met de huidige situatie waarbij de gegevens van de identiteitskaart worden ingetypt of er een fotokopie wordt van gemaakt.

In tegenstelling met wat de Commissie stelt, staan er in Finland wel basisidentiteitsgegevens op de elektronische identiteitskaart: geboortedatum, naam, voornaam, sociaal zekerheidsnummer, alsmede de authenticatiefunctie en de elektronische handtekening. Ook in Italië zijn identiteitsgegevens op de elektronische identiteitskaart opgenomen.

Wat het CNIL - rapport betreft kan worden opgemerkt dat het merendeel van de door de Commissie aangehaalde punten in het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 betreffende het Rijksregister en de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten (reeds goedgekeurd door de Kamer) en in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens aan bod komen en derhalve niet onmiddellijk als onduidelijk kunnen bestempeld worden. In het bijzonder moet erop gewezen worden dat, wat het transport van de gegevens betreft, de identiteitsgegevens niet over het internet overdraagbaar zijn en dat een kadaster van de netwerkverbindingen op basis van het identificatienummer van het Rijksregister wordt aangelegd.

Er wordt nogmaals benadrukt dat het inloggen op de website van een overheid een gebruik « op afstand » is, waarbij enkel de authenticatiefunctie aan de orde is.

Tevens wordt er op gewezen dat het nieuw artikel 6quinquies van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten bepaalt dat de Koning normen en functionele en technische specificaties kan vastleggen waaraan de apparatuur en de toepassingen dienen te voldoen die het uitlezen en het bijwerken van de elektronische op de identiteitskaart opgeslagen gegevens mogelijk maakt.

Concluderend kan worden gesteld dat de identiteitsgegevens op de kaart en de authenticatie in het kader van de elektronische handtekening volledig van elkaar gescheiden zijn

Er werd rekening gehouden met alle opmerkingen van de Raad van State, behalve met de opmerking over de raadpleging van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht (zie commentaar bij artikel 4).

Vu que la carte d'identité suivant la nouvelle législation a une durée de validité maximale de cinq ans à partir de la date de délivrance, il appartiendra au législateur d'établir, le cas échéant et en temps utile, un règlement approprié vis-à-vis des personnes de septante-cinq ans et plus dont la carte d'identité actuelle a en principe une durée illimitée.

2. Discussion article par article.

Article 1^{er}

Cet article fixe l'âge à partir duquel tout citoyen belge doit être porteur d'une carte d'identité valant également certificat d'inscription au registre de la population d'une commune belge. Cet article prévoit également la délivrance d'une attestation provisoire en cas de perte, de vol ou de destruction de la carte d'identité.

Les dispositions existantes de l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, de l'arrêté royal du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité sont également maintenues. Ces dispositions déterminent à qui la carte d'identité doit être présentée.

C'est le cas lors de toute réquisition de la police, dans le cadre de ses missions légales et réglementaires, ainsi qu'à l'occasion de toute demande de certificats et d'extraits par des services communaux ou par d'autres services publics, lorsque l'intéressé doit produire la preuve de son identité et en cas d'intervention de l'huissier de justice.

Article 2

Les communes assurent la délivrance effective des cartes d'identité aux Belges de 12 ans accomplis. A partir de l'âge de quinze ans, chaque Belge doit toujours avoir sa carte d'identité sur soi. Le Ministre de l'Intérieur peut abaisser l'âge de quinze ans.

Article 3

La nouvelle carte d'identité aura le format de la carte d'identité sociale ou d'une carte de banque. Les normes et les valeurs sont celles mentionnées dans le cahier des charges RRN/006/001, notamment sous les rubriques D.2.2.1. normes et interfaces, D.2.2.2. sécurité, D.2.2.3. fonctions cryptographiques et D.2.2.4. performances. Ce cahier des charges a été publié sur <http://www.registrenational.fgov.be>. Il contient d'autres dispositions techniques, notamment en ce qui concerne les lecteurs compatibles. Cet article fixe la procédure de fabrication de la carte d'identité et du certificat d'identité et de signature. L'ensemble du processus de production et de délivrance de la carte d'identité et du certificat d'identité et de signature a lieu sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur. Toutes les phases de ce processus de production et de délivrance sont enregistrées au Registre national des personnes physiques. Les divers acteurs du processus sont repris dans les lois modifiées du 8 août 1983 organisant le Registre national et du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et sont également précisés dans l'exposé des motifs y afférent. Comme réponse à la remarque du Conseil d'Etat visant à préciser qui sont le personnalisateur et l'initiateur de la carte et la manière dont ils sont désignés, il est ainsi que dans la pratique, le personnalisateur est une société de droit privé, la SA ZETES. En ce moment, la production et la personnalisation de l'actuelle carte d'identité sont d'ailleurs également assurées par une société de droit privé, la SA IDOC. ZETES a d'ailleurs été désigné par le Conseil des Ministres comme producteur de la carte, personnalisateur de la carte et initialisateur de la carte et est lié par contrat à l'Etat belge (Ministre de l'Intérieur et Ministre de la Modernisation de l'Administration). Belgacom est le prestataire de services de certification et est désigné et lié par contrat de la même façon que ZETES. Les règles de sécurité sont reprises dans les contrats mentionnés qui se réfèrent aux règles prévues en la matière par le cahier des charges.

En ce qui concerne l'enregistrement des données dans le Registre des Cartes d'identité, il s'agit des données qui figurent sur le document de base. Le nouvel article 6bis de la loi du 19 juillet 1991 relatives aux registres de la population et aux cartes d'identité mentionne explicitement le contenu de ce Registre, que la Commission ignore apparemment encore, alors que la Chambre avait adopté le texte le 20 février 2003. L'arrêté royal, dont la Commission fait mention, n'est donc plus nécessaire.

Article 4

La fabrication et la délivrance de la carte d'identité se font conformément aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Aangezien de identiteitskaart volgens de nieuwe wetgeving maximum vijf jaar geldig is vanaf de datum van uitgifte, zal het aan de wetgever toekomen ten aanzien van de vijfenzeventigjarigen en meer, wiens huidige identiteitskaart in principe onbeperkt geldig is, desgevallend ten gepaste tijde een aangepaste regeling uit te werken.

2. Bespreking van de artikelen.

Artikel 1

Dit artikel bepaalt de leeftijd waarop iedere Belg houder moet zijn van een identiteitskaart die ook geldt als bewijs van inschrijving in het bevolkingsregister van een Belgische gemeente. Dit artikel stelt tevens dat een tijdelijk attest wordt afgeleverd bij verlies, diefstal of vernieling van de identiteitskaart.

Tevens worden de bestaande bepalingen van artikel 1, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit van 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten behouden. Deze bepalingen regelen aan wie de identiteitskaart moet worden overgelegd.

Dit is het geval bij elke vordering van de politie, in het kader van hun wettelijke en reglementaire opdrachten, alsmede bij elke aanvraag van getuigschriften en uittreksels bij gemeentelijke en andere openbare diensten, waarbij de betrokkene het bewijs van zijn identiteit dient te leveren, en bij optreden van de gerechtsdeurwaarder.

Artikel 2

De gemeenten staan in voor de daadwerkelijke uitreiking van de identiteitskaarten aan de Belgen die twaalf jaar zijn geworden. Vanaf de leeftijd van vijftien jaar dient iedere Belg zijn identiteitskaart steeds bij zich te hebben. De Minister van Binnenlandse Zaken kan de leeftijd van vijftien jaar verlagen.

Artikel 3

De nieuwe identiteitskaart zal het formaat hebben van de sociale zekerheidskaart of een bankkaart. De normen en waarden zijn deze vermeld in het lastenboek RRN/006/001, o.a. onder de rubrieken D.2.2.1. normen en interfaces, D.2.2.2. veiligheid, D.2.2.3. cryptografische functies, D.2.2.4. Performantie. Dit lastenboek is bekendgemaakt op <http://www.rijksregister.fgov.be>. Andere technische bepalingen, onder andere betreffende de compatibele lezers, zijn er in opgenomen. Dit artikel legt de procedure vast voor de aanmaak van de identiteitskaart met het identiteits- en handtekeningscertificaat. Het volledige productie- en uitreikingsproces van de identiteitskaart met het identiteits- en handtekeningscertificaat geschiedt onder de verantwoordelijkheid van de Minister van Binnenlandse Zaken. Alle stappen in dit productie- en uitreikingsproces worden geregistreerd in het Rijksregister van de natuurlijke personen. De diverse actoren in het proces zijn opgenomen in de gewijzigde wetten van 8 augustus 1983 betreffende het Rijksregister en van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en ook toegelicht in de desbetreffende memorie van toelichting. Als antwoord op de opmerking van de Raad van State om de kaartpersonalisator en kaartinitialisator te preciseren en de manier van diens aanwijzing te verduidelijken, is het zo dat in de praktijk de personalisator een privaatrechtelijke vennootschap, ZETES NV, is. Momenteel gebeurt de productie en de personalisatie van de huidige identiteitskaart trouwens ook door een privaatrechtelijke vennootschap, IDOC NV. ZETES is trouwens als kaartproducent, kaartpersonalisator en kaartinitialisator aangewezen door de Ministerraad en contractueel verbonden met de Belgische Staat (Minister van Binnenlandse Zaken en Minister voor Modernisering van de Openbare Besturen). Belgacom is de certificatie dienstverlener en is op dezelfde wijze als ZETES aangewezen en contractueel verbonden. De veiligheidsregels zijn opgenomen in de vermelde contracten die verwijzen naar de regels terzake voorzien in het lastenboek.

Wat het optekenen van de gegevens in het Register van de Identiteitskaarten betreft, gaat het om de gegevens die op het basisdocument staan. In het nieuwe artikel 6bis van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten wordt expliciet de inhoud van dat Register vermeld, waarover de Commissie blijkbaar nog onwetend is, terwijl de Kamer op 20 februari 2003 de tekst had aangenomen. Er is derhalve geen nood meer aan een koninklijk besluit, waarover de Commissie gewag maakt.

Artikel 4

De aanmaak en uitreiking van de identiteitskaart gebeurt conform de bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Vu que l'article 4 est une reproduction du présent article 4 de l'arrêté royal du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité, il n'est pas nécessaire de demander l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique. Cette Commission a en effet déjà émis un avis en 1985. La proposition du Conseil d'Etat n'est dès lors pas suivie. Ceci a d'ailleurs déjà été le cas avec l'article 14 du projet de loi modifiant la loi du 8 août 1983 sur le Registre national et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité.

Article 5

Cet article règle les cas dans lesquels la carte d'identité doit être renouvelée. L'observation du Conseil d'Etat relative au changement de sexe est suivie. Il règle également les cas dans lesquels la carte doit être restituée ou est périmée.

Article 6

Cet article est une exécution du nouvel article 6ter, alinéa 3, de la susdite loi du 19 juillet 1991 et élabore une réglementation en cas de perte, de vol ou de destruction de la carte d'identité. En ce qui concerne la déclaration, le présent règlement de l'article 7 de l'arrêté royal du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité est maintenu. Les mesures de sécurité nécessaires sont prises pour que nulle personne autre que le titulaire puisse utiliser la carte d'identité et le certificat d'identité et de signature.

En cas de perte, de vol ou de destruction de la carte d'identité, le citoyen doit en faire la déclaration à la commune, à la police ou au helpdesk. La fonction électronique de la carte est immédiatement suspendue, de sorte que le certificat d'identité et de signature ne puisse plus être utilisé.

Article 7

Il est instauré au Registre national un helpdesk à qui le titulaire de la carte peut toujours s'adresser si la déclaration de perte, de vol ou de destruction de sa carte d'identité à la commune ou à la police est impossible.

Article 8

Cet article interdit toute mention, de quelque nature que ce soit, sur la carte d'identité tant par le titulaire que par un tiers non autorisé.

Finalement, il faut préciser que l'arrêté royal du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité reste en vigueur à l'égard des titulaires d'une carte d'identité conforme à cet arrêté jusqu'au renouvellement complet des cartes d'identité, sans préjudice de ce qui est prescrit dans l'arrêté royal du 25 mars 2003 portant mesures transitoires en ce qui concerne la carte d'identité électronique. Cette date est fixée par le Ministre de l'Intérieur dans un arrêté publié au *Moniteur belge*.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

AVIS 35.029/2
DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 6 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif aux cartes d'identité », a donné le 11 mars 2003 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Aangezien dit artikel een herneming is van het huidige artikel 4 van het koninklijk besluit van 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten, is het niet nodig het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht te vragen. Deze Commissie heeft immers reeds in 1985 advies uitgebracht. Het voorstel van de Raad van State wordt dan ook niet gevolgd. Dit was overigens ook het geval met het artikel 14 van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 betreffende het Rijksregister en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten.

Artikel 5

Dit artikel regelt de gevallen waarin de identiteitskaart moet worden vernieuwd. De opmerking van de Raad van State inzake de wijziging van geslacht is gevolgd. Het regelt tevens de gevallen van teruggave en van vervallenverklaring.

Artikel 6

Dit artikel is een uitvoering van het nieuw artikel 6ter, derde lid van de vermelde wet van 19 juli 1991 en werkt een regeling uit bij verlies, diefstal of vernieling van de identiteitskaart. Wat de aangifte betreft, wordt de huidige regeling van artikel 7 van het koninklijk besluit van 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten behouden. De nodige veiligheidsmaatregelen worden getroffen opdat niemand anders dan de houder de identiteitskaart met het identiteits- en handtekeningcertificaat kan gebruiken.

Bij verlies, diefstal of vernieling van de identiteitskaart dient de burger aangifte te doen bij de gemeente, de politie of de helpdesk. De elektronische functie van de identiteitskaart wordt onmiddellijk geschorst, zodat het identiteits- en handtekeningcertificaat niet meer kan worden gebruikt.

Artikel 7

Bij het Rijksregister wordt een helpdesk ingesteld waar de kaarthouder terecht kan indien de aangifte van verlies, diefstal of vernietiging van de identiteitskaart bij de gemeente of de politie niet mogelijk is.

Artikel 8

Dit artikel verbiedt elke vermelding van welke aard ook op de identiteitskaart door zowel de kaarthouder als een niet-gemachtigde derde.

Tenslotte wordt erop gewezen dat het koninklijk besluit van 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten ten aanzien van de houders van een identiteitskaart als bedoeld in dat besluit van kracht blijft totdat de identiteitskaarten volledig vernieuwd zijn, onverminderd hetgeen bepaald is in het koninklijk besluit van 25 maart 2003 houdende overgangmaatregelen in verband met de elektronische identiteitskaart. Deze datum wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken bij een in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt besluit vastgesteld.

Ik heb de eer te zijn,

Sire
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

ADVIES 35.029/2
VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 6 maart 2003 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de identiteitskaarten », heeft op 11 maart 2003 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Vu l'urgence motivée par le fait que les dispositions relatives à la carte d'identité électronique doivent produire leurs effets le plus rapidement possible, notamment dans un certain nombre de communes pilotes durant la phase de transition de la carte d'identité ordinaire à la carte d'identité électronique et vu l'urgence motivée par le fait qu'il faut le plus rapidement possible fixer les modalités particulières qui seront d'application dans un certain nombre de communes pilotes durant la phase de transition de la carte d'identité ordinaire à la carte d'identité électronique,... ».

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations qui suivent.

Formalités préalables

1. Le préambule ne fait mention ni de l'avis de l'Inspecteur des Finances ni de l'accord du Ministre du Budget. Si le projet a des incidences budgétaires, il convient que ces deux formalités préalables soient accomplies.

2. L'article 4 du projet règle la langue dans laquelle les textes sont imprimés et les inscriptions sont faites sur la carte d'identité.

Si cette disposition est une reproduction de l'actuel article 4 de l'arrêté royal du 29 juillet 1985 relatif aux cartes d'identité, il n'en demeure pas moins que l'obligation qu'impose l'article 61, § 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, est exprimée en termes généraux et que, dès lors, la consultation de la Commission permanente de contrôle linguistique est requise.

3. C'est sous réserve des deux observations qui précèdent que le présent avis est donné.

Fondement juridique

1.1. L'arrêté en projet trouve son fondement légal dans le projet de loi modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques adopté par la Chambre des représentants en séance plénière le 20 février 2003.

Il convient toutefois d'observer que le Sénat a décidé le 21 février 2003 d'exercer son droit d'évocation. Il dispose dès lors d'un délai d'examen expirant le 1^{er} avril 2003. Ce projet de loi, qui n'a pas été amendé par la Commission de l'Intérieur et des Affaires administratives, est inscrit à l'ordre du jour de la séance plénière du Sénat du 13 mars 2003. Les observations qui suivent ne sont formulées que sous réserve d'un amendement éventuel au projet de loi par le Sénat.

1.2. L'entrée en vigueur de l'arrêté en projet ne pourra être antérieure à l'entrée en vigueur de la loi qui en constitue le fondement légal.

2. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet, il convient de faire référence à l'attestation délivrée conformément à l'article 7 et non à l'article 6.

3. A l'article 3, il convient de préciser qui sont « le personnalisateur de la carte » et « l'initialisateur de la carte » et la manière dont ils sont désignés. Par ailleurs, cette disposition comporte des mots et abréviations en anglais qu'il conviendrait soit de traduire, soit de définir si l'équivalent n'existe pas en français ou en néerlandais.

4. L'article 5 du projet est similaire à l'article 5 de l'arrêté royal du 29 juillet 1985, précité. Toutefois, l'article 6, § 6, de la loi du 19 juillet 1991, précitée, tel que remplacé par l'article 14 du projet de loi, précité, sur lequel l'arrêté en projet entend se fonder, dispose que

« La carte d'identité reste valable pendant maximum cinq ans à partir de la date de délivrance. »

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

« Vu l'urgence motivée par le fait que les dispositions relatives à la carte d'identité électronique doivent produire leurs effets le plus rapidement possible, notamment dans un certain nombre de communes pilotes durant la phase de transition de la carte d'identité ordinaire à la carte d'identité électronique et vu l'urgence motivée par le fait qu'il faut le plus rapidement possible fixer les modalités particulières qui seront d'application dans un certain nombre de communes pilotes durant la phase de transition de la carte d'identité ordinaire à la carte d'identité électronique,... ».

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de Raad van State, afdeling wetgeving, zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvoorschriften

1. In de aanhef wordt noch van het advies van de Inspecteur van Financiën, noch van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting melding gemaakt. Indien het ontwerp een budgettaire weerslag heeft, dienen die twee voorafgaande vormvereisten te worden vervuld.

2. Artikel 4 van het ontwerp bepaalt wat de taal is waarin op de identiteitskaarten de tekst wordt gedrukt en de vermeldingen worden aangebracht.

Ook al wordt in deze bepaling het huidige artikel 4 van het koninklijk besluit van 29 juli 1985 betreffende de identiteitskaarten overgenomen, zulks neemt niet weg dat de verplichting opgelegd bij artikel 61, § 2, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, in algemene bewoordingen is gesteld en bijgevolg het advies van de Vaste commissie voor Taaltoezicht moet worden ingewonnen.

3. Het onderhavige advies wordt verleend onder voorbehoud van de twee bovenstaande opmerkingen.

Rechtsgrond

1.1. Het ontworpen besluit haalt zijn rechtsgrond uit het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, dat op 20 februari 2003 in plenaire vergadering door de Kamer van volksvertegenwoordigers is aangenomen.

Er dient evenwel op gewezen te worden dat de Senaat op 21 februari 2003 besloten heeft zijn evocatierecht uit te oefenen. De Senaat beschikt daardoor over een onderzoekstermijn die verstrijkt op 1 april 2003. Het betrokken wetsontwerp, dat niet geamendeerd is door de Commissie voor de Binnenlandse Zaken en voor de Administratieve Aangelegenheden, staat op de agenda van de voltallige vergadering van de Senaat van 13 maart 2003. De volgende opmerkingen worden uitsluitend gemaakt onder voorbehoud van een eventuele amendering van het wetsontwerp door de Senaat.

1.2. Het ontworpen besluit kan niet in werking treden vóór de wet die daarvan de rechtsgrond vormt.

2. In artikel 1, eerste lid, van het ontwerp, dient verwezen te worden naar het attest afgegeven overeenkomstig artikel 7 en niet overeenkomstig artikel 6.

3. In artikel 3 dient bepaald te worden wie « de kaartpersonalisator » en de « kaartinitialisator » zijn, en hoe die worden aangewezen. Bovendien bevat deze bepaling Engelse termen en afkortingen, die ofwel vertaald moeten worden, ofwel gedefinieerd indien er geen Nederlandse of Franse tegenhanger bestaat.

4. Artikel 5 van het ontwerp is verwant met artikel 5 van het genoemde koninklijk besluit van 29 juli 1985. Artikel 6, § 6, van de genoemde wet van 19 juli 1991, zoals vervangen bij artikel 14 van het genoemde wetsontwerp, waarop men het ontworpen besluit wil laten steunen, bepaalt echter het volgende :

« De identiteitskaart blijft maximum vijf jaar geldig vanaf de datum van afgifte. »

Dans l'article 6, tel que remplacé par le projet de loi, précité, contrairement à l'article 6, § 3, actuel, de la loi du 19 juillet 1991 précitée, le Roi ne se voit plus reconnaître une habilitation légale pour déterminer la durée de validité de la carte d'identité qui est désormais fixée par la loi elle-même. L'article 5 du projet ne disposera pas, par conséquent, d'un fondement légal et doit être omis.

5. A l'article 6 de l'arrêté en projet, compte tenu de l'observation qui précède, le point 6° doit être omis. Par ailleurs, compte tenu des développements les plus récents de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et spécialement de l'arrêt du 11 juillet 2002, *Goodwin c. Royaume-Uni*, il conviendrait de prévoir également l'hypothèse du changement de sexe comme cause de renouvellement de la carte d'identité.

6. L'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet, doit être mis en conformité avec le nouvel article 6^{ter}, en projet, de la loi du 19 juillet 1991, précitée (article 16 du projet de loi) qui dispose :

« Art. 6^{ter}. En cas de perte, vol ou destruction de la carte d'identité électronique, le titulaire fait une déclaration à l'administration communale pendant les heures de bureau. L'administration communale fournit une attestation de perte, vol ou destruction de la carte d'identité. En cas de vol, le titulaire peut en outre introduire une plainte à la police.... ».

7. L'article 10 de l'arrêté en projet prévoit un système de carte d'identité « provisoire ». Or, aucune disposition légale ne donne la possibilité au Roi d'instaurer un tel régime juridique. Cette disposition est dépourvue de fondement légal et doit, dès lors, être omise.

8. L'article 11 de l'arrêté en projet paraphrase l'article 19, § 1^{er}, du projet de loi, précité. Il doit, par conséquent, être omis de l'arrêté en projet. Cette précision n'a sa place que dans le rapport au Roi.

Observations finales de légistique

1. Il convient d'utiliser l'indicatif présent et non l'indicatif futur (voir par exemple l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, du projet).

2. Aux articles 7, § 2 et 8, alinéa 2, il convient dans la version française du texte de remplacer le mot « notification » par le mot « communication ».

La chambre était composée de :

M. Y. Kreins, président de chambre.

M. J. Jaumotte, Mme M. Baguet, conseillers d'Etat.

Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. Joassart, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Jaumotte.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

Y. Kreins.

25 MARS 2003

Arrêté royal relatif aux cartes d'identité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir. Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment les articles 6, § 7, et 6^{ter}, alinéa 4, insérés par la loi du 25 mars 2003;

Considérant que la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification est d'application;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2002;

In artikel 6, zoals vervangen bij het genoemde wetsontwerp, wordt, in tegenstelling tot het huidige artikel 6, § 3, van de genoemde wet van 19 juli 1991, de Koning door de wetgever geen machtiging meer verleend om de geldigheidsduur van de identiteitskaart te bepalen, die voortaan door de wetgever zelf wordt bepaald. Artikel 5 van het ontwerp zal bijgevolg geen rechtsgrond hebben en moet vervallen.

5. In artikel 6 van het ontworpen besluit moet, gezien de bovenstaande opmerking, onderdeel 6° vervallen. Daarenboven dient, gezien de recentste ontwikkelingen in de rechtspraak van het Europees hof voor de rechten van de mens, en inzonderheid het arrest van 11 juli 2002, *Goodwin vs. Verenigd Koninkrijk*, ook het geval van geslachtsverandering opgenomen te worden als reden voor de vernieuwing van de identiteitskaart.

6. Artikel 7, § 1, eerste lid, van het ontwerp moet in overeenstemming worden gebracht met het ontworpen nieuwe artikel 6^{ter} van de genoemde wet van 19 juli 1991 (artikel 16 van het wetsontwerp), dat het volgende bepaalt :

« Art. 6^{ter}. In geval van verlies, diefstal of vernieling van de elektronische identiteitskaart doet de houder tijdens de kantooruren aangifte bij het gemeentebestuur. Het gemeentebestuur levert een attest af van verlies, diefstal of vernieling van de identiteitskaart. In geval van diefstal kan de houder bovendien klacht indienen bij de politie. (...) ».

7. In artikel 10 van het ontworpen besluit wordt voorzien in een systeem van « voorlopige » identiteitskaart. Geen enkele wetsbepaling biedt de Koning echter de mogelijkheid zulk een rechtstelsel in te voeren. Deze bepaling heeft geen rechtsgrond en moet dan ook vervallen.

8. Artikel 11 van het ontworpen besluit is een parafrase van artikel 19, § 1, van het genoemde wetsontwerp. Het moet dan ook vervallen in het ontworpen besluit. De betrokken precisering hoort alleen thuis in het verslag aan de Koning.

Wetgevingstechnische slotopmerkingen

1. Men gebruikt de onvoltooid tegenwoordige tijd van de aantonnende wijs, inplaats van de toekomstige tijd (zie bijvoorbeeld artikel 3, § 1, tweede lid, van het ontwerp).

2. In de artikelen 7, § 2, en 8, tweede lid, behoort in de Franse tekst de term « communication » te worden gebruikt, in plaats van de term « notification ».

De kamer was samengesteld uit :

De heer Y. Kreins, kamervoorzitter.

De heer J. Jaumotte, Mevr. M. Baguet, staatsraden.

Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer M. Joassart, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Jaumotte.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

Y. Kreins.

25 MAART 2003

Koninklijk besluit betreffende de identiteitskaarten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op de artikelen 6, § 7, en 6^{ter}, vierde lid, ingevoegd bij de wet van 25 maart 2003;

Overwegende dat de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader van elektronische handtekeningen en certificatie diensten van toepassing is;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 2002;

Vu les avis de la Commission de la protection de la vie privée, donnés le 10 juin 2002 et le 27 février 2003;

Vu l'urgence motivée par le fait que les dispositions relatives à la carte d'identité électronique doivent produire leurs effets le plus rapidement possible, notamment dans un certain nombre de communes pilotes durant la phase de transition de la carte d'identité ordinaire à la carte d'identité électronique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Tout Belge âgé de quinze ans accomplis doit être porteur d'une carte d'identité valant certificat d'inscription au registre de la population ou, en cas de perte, de vol ou de destruction de cette carte, d'une attestation délivrée conformément à l'article 6. Cette attestation qui, en aucun cas, ne peut tenir lieu de carte d'identité, est valable pour une durée d'un mois qui peut être prorogée par l'administration de la commune où l'intéressé a sa résidence principale.

L'un ou l'autre de ces documents doit être présenté à toute réquisition de la police ainsi qu'à l'occasion de toute déclaration, de toute demande de certificats et, d'une manière générale, lorsqu'il s'agit d'établir l'identité du porteur.

L'un ou l'autre de ces documents doit aussi être présenté à l'huissier de justice chargé de la signification d'un exploit ou aux personnes chargées de la remise de la copie d'un tel exploit par application de l'article 37, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Art. 2. La carte d'identité est délivrée par l'administration de la commune où l'intéressé a sa résidence principale.

Les administrations communales délivreront également une carte d'identité aux enfants belges de 12 ans accomplis à moins de 15 ans. Ceux-ci devront être porteurs de la carte d'identité, à partir de la date qui sera fixée par Notre Ministre de l'Intérieur.

Art. 3. § 1^{er}. La nouvelle carte d'identité est conforme au format ID1. Elle contient un microprocesseur électronique. La carte d'identité électronique établit uniquement l'identité de la personne et ne comprend aucune autre donnée électronique.

La carte d'identité présente toutes les garanties exigées par les normes et standards européens en vigueur.

§ 2. La carte d'identité est fournie aux administrations communales par le Ministre de l'Intérieur. Le modèle en est annexé au présent arrêté.

§ 3. Le Ministre de l'Intérieur établit, en vue de la réalisation de la carte d'identité, le modèle du document de base.

Ce document porte un numéro d'ordre composé suivant les directives du Ministre de l'Intérieur. Ce numéro d'ordre ne peut comporter de données sur la personne du titulaire ni de références à de telles données.

Le document porte les mentions légales qui doivent être reprises sur la carte d'identité. Ces mentions sont vérifiées par l'officier de l'état civil ou son délégué.

L'officier de l'état civil ou son délégué signe le document et y appose la photographie du titulaire. Le format de la photographie est de 35 mm x 45 mm. Sur la carte d'identité, ce format est réduit conformément aux directives du Ministre de l'Intérieur.

Le document est signé par le titulaire.

§ 4. Les informations du document de base sont reprises sur la carte d'identité.

Le personnalisateur de la carte veille à ce que les cartes à puce électronique non personnalisées fabriquées par le producteur de la carte soient transformées en cartes d'identité électroniques personnalisées par l'impression des données d'identité et l'apposition de la photographie d'identité. Le personnalisateur de la carte veille également à l'envoi sécurisé des cartes personnalisées à l'initialisateur de la carte.

L'initialisateur de la carte veille à la génération de la paire de clés de base et à la création des paires de clés pour le certificat d'identité et de signature.

Gelet op de adviezen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 10 juni 2002 en 27 februari 2003;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de bepalingen betreffende de elektronische identiteitskaart zo spoedig mogelijk uitwerking moeten hebben, inzonderheid in een aantal proefgemeenten tijdens de overgangsfase van de gewone identiteitskaart naar de elektronische identiteitskaart;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 maart 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Iedere Belg die volle vijftien jaar oud is, moet houder zijn van een identiteitskaart die als bewijs van inschrijving in het bevolkingregister geldt of, in geval van verlies, diefstal of vernieling van die kaart, van een overeenkomstig artikel 6 afgegeven attest. Dit attest dat in geen geval als identiteitskaart kan gelden, is geldig gedurende één maand en de geldigheidsduur kan worden verlengd door het bestuur van de gemeente waar de betrokkene zijn hoofdverblijfplaats heeft.

Een van deze beide documenten moet worden overgelegd bij elke vordering van de politie, evenals bij elke aangifte, bij elke aanvraag van getuigschriften en, in het algemeen, telkens als de houder het bewijs van zijn identiteit dient te leveren.

Een van deze beide documenten moet ook worden overgelegd aan de gerechtsdeurwaarder die belast is met de betekening van een exploit of aan de personen die overeenkomstig artikel 37, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, belast zijn met de afgifte van het afschrift van een dergelijk exploit.

Art. 2. De identiteitskaart wordt uitgereikt door het bestuur van de gemeente waar de betrokkene zijn hoofdverblijfplaats heeft.

De gemeentebesturen reiken insgelijks een identiteitskaart uit aan de Belgische kinderen die volle twaalf jaar en minder dan vijftien jaar oud zijn. Dezen moeten houder zijn van de identiteitskaart vanaf de door Onze Minister van Binnenlandse Zaken vast te stellen datum.

Art. 3. § 1. De nieuwe identiteitskaart is conform met het ID1 – formaat. Ze bevat een elektronische microprocessorchip. De elektronische identiteitskaart stelt enkel de identiteit van de persoon vast en omvat geen andere elektronische gegevens.

De identiteitskaart vertoont alle waarborgen die vereist worden door de heersende Europese normen en standaarden.

§ 2. De identiteitskaart wordt aan de gemeentebesturen verstrekt door de Minister van Binnenlandse Zaken. Het model ervan is bij dit besluit gevoegd.

§ 3. De Minister van Binnenlandse Zaken stelt, met het oog op het opmaken van de identiteitskaart, het model van basisdocument op.

Op dat document komt een volgnummer voor, dat samengesteld is volgens de richtlijnen van de Minister van Binnenlandse Zaken. Dit volgnummer mag geen gegevens over de persoon van de houder, noch verwijzingen naar zulke gegevens bevatten.

Op het document staan de wettelijke vermeldingen die op de identiteitskaart moeten komen. Die vermeldingen worden onderzocht door de ambtenaar van de burgerlijke stand of zijn gemachtigde.

De ambtenaar van de burgerlijke stand of zijn gemachtigde ondertekent het document en brengt de foto van de houder erop aan. Het formaat van de foto is 35 mm x 45 mm. Op de identiteitskaart wordt dit formaat verkleind volgens de richtlijnen van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Het document wordt ondertekend door de houder.

§ 4. De gegevens van het basisdocument worden opgenomen op de identiteitskaart.

De kaartpersonalisator zorgt ervoor dat de niet-gepersonaliseerde chipkaarten, die zijn aangemaakt door de kaartproducent, omgevormd worden tot gepersonaliseerde elektronische identiteitskaarten via opdruk van de identiteitsgegevens en het aanbrengen van de identiteitsfoto. De kaartpersonalisator zorgt eveneens voor het veilig versturen van de gepersonaliseerde kaarten naar de kaartinitialisator.

De kaartinitialisator zorgt voor de generatie van het basissleutelpaar en het creëren van de sleutelparen voor het identiteits- en handtekeningcertificaat.

L'initialisateur de la carte assure en outre:

- 1° la saisie du certificat d'identité et de signature sur la carte;
- 2° la notification au prestataire de service de certification que la signature électronique et les certificats ont été apposés sur la carte;
- 3° la génération des codes d'activation personnels du demandeur et de la commune et du code PIN (code d'identification personnel) initial du demandeur;
- 4° le chargement sur la carte des certificats de base actifs de l'autorité;
- 5° la fourniture de la carte d'identité électronique à la commune;
- 6° la communication au demandeur du code d'activation personnel et du code PIN (code d'identification personnel);
- 7° la consignation des données au Registre des Cartes d'identité.

Art. 4. § 1^{er}. Les textes imprimés sont établis et les inscriptions sont faites :

1° en français lorsque la commune de délivrance est située dans la Région de langue française telle qu'elle est définie par l'article 4 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

2° en néerlandais lorsque la commune de délivrance est située dans la Région de langue néerlandaise telle qu'elle est définie par l'article 3, § 1^{er}, des mêmes lois coordonnées.

§ 2. Les textes imprimés sont établis et les inscriptions sont faites, au choix de l'intéressé :

A. en français ou en néerlandais :

1° dans les communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale visées à l'article 6 des mêmes lois coordonnées;

2° dans les communes visées à l'article 7 des mêmes lois coordonnées;

3° dans les communes visées à l'article 8, 3° à 10°, des mêmes lois coordonnées;

B. en français ou en allemand :

1° dans les communes de la Région de langue allemande;

2° dans les communes visées à l'article 8, 2°, des mêmes lois coordonnées.

L'intéressé exprime son choix dans une déclaration écrite.

§ 3. Les titres des rubriques au recto de la carte sont imprimés :

1° en ce qui concerne le nom de l'Etat et les mots « carte d'identité », dans la langue de délivrance de la carte, suivie des deux autres langues nationales et de l'anglais;

2° en ce qui concerne les autres rubriques, dans la langue de délivrance de la carte et en anglais.

Art. 5. § 1^{er}. La carte d'identité est renouvelée :

1° à l'expiration de la période de validité légale;

2° lorsque le titulaire désire une carte dans une langue autre que celle dans laquelle la sienne est établie, pour autant qu'il réside dans une commune habilitée à délivrer des cartes dans la langue choisie par l'intéressé;

3° lorsque la photographie du titulaire n'est plus ressemblante;

4° lorsque la carte est détériorée;

5° lorsque le titulaire change de nom ou de prénom;

6° lorsque le titulaire change de sexe.

§ 2. Dans les cas visés au § 1^{er}, le titulaire est tenu de restituer la carte d'identité à l'administration communale. De même, la carte doit être restituée en cas de perte de la nationalité belge ou de décès du titulaire.

§ 3. La carte d'identité est considérée comme périmée en cas de radiation d'office ou de radiation pour l'étranger.

De kaartinitialisator zorgt bovendien :

1° voor het opslaan van het identiteits- en handtekeningscertificaat op de kaart;

2° voor de melding aan de certificatie dienstverlener dat de elektronische handtekening en de certificaten op de kaart zijn aangebracht;

3° voor de generatie van de persoonlijke activeringscodes van de aanvrager en de initiële PIN-code (persoonlijke identificatiecode) van de aanvrager;

4° voor het op de kaart laden van de actieve basiscertificaten van de overheid;

5° voor het bezorgen van de elektronische identiteitskaart aan de gemeente;

6° voor het bezorgen van de persoonlijke activeringscode en PIN-code (persoonlijke identificatiecode) aan de aanvrager;

7° voor het optekenen van de gegevens in het Register van de Identiteitskaarten.

Art. 4. § 1. De gedrukte teksten worden gesteld en de vermeldingen aangebracht :

1° in het Frans, wanneer de gemeente die de kaart uitreikt gelegen is in het Franse taalgebied, zoals dat bepaald is bij artikel 4 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

2° in het Nederlands, wanneer de gemeente die de kaart uitreikt gelegen is in het Nederlandse taalgebied, zoals dat bepaald is bij artikel 3, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten.

§ 2. De gedrukte teksten worden gesteld en de vermeldingen aangebracht, naar keuze van de betrokkene :

A. in het Nederlands of in het Frans :

1° in de gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad bedoeld in artikel 6 van dezelfde gecoördineerde wetten;

2° in de gemeenten bedoeld in artikel 7 van dezelfde gecoördineerde wetten;

3° in de gemeenten bedoeld in artikel 8, 3° tot 10° van dezelfde gecoördineerde wetten;

B. in het Frans of in het Duits :

1° in de gemeenten van het Duitse taalgebied;

2° in de gemeenten bedoeld in artikel 8, 2°, van dezelfde gecoördineerde wetten.

De betrokkene geeft zijn keuze te kennen in een schriftelijke verklaring.

§ 3. De titels van de rubrieken aan de voorzijde van de kaart zijn gedrukt :

1° wat de naam van de Staat en het woord « identiteitskaart » betreft, in de taal waarin de kaart gesteld is bij de uitreiking, gevolgd door de twee andere nationale talen en het Engels;

2° wat de andere rubrieken betreft, in de taal waarin de kaart gesteld is bij uitreiking en in het Engels.

Art. 5. § 1. De identiteitskaart wordt vernieuwd :

1° bij het verstrijken van de wettelijke geldigheidsperiode;

2° wanneer de houder een kaart wenst in een andere taal dan die waarin de zijne is gesteld, voor zover hij gevestigd is in een gemeente die gemachtigd is een kaart in de door de betrokkene gekozen taal uit te reiken;

3° wanneer de foto van de houder niet meer gelijkend is;

4° wanneer de kaart beschadigd is;

5° wanneer de houder van naam of van voornaam verandert;

6° wanneer de houder van geslacht verandert.

§ 2. In de gevallen bedoeld in paragraaf 1, is de houder verplicht de identiteitskaart aan het gemeentebestuur terug te geven. Zij moet insgelijks worden teruggegeven bij verlies van de Belgische nationaliteit of bij overlijden van de houder.

§ 3. De identiteitskaart wordt als vervallen beschouwd in geval van afvoering van ambtswege of van afvoering voor het buitenland.

Art. 6. § 1^{er}. En cas de perte, de vol ou de destruction de la carte d'identité, le titulaire est tenu d'en faire la déclaration dans les délais les plus brefs à l'administration communale de sa résidence principale ou au bureau de police le plus proche, ou si cela n'est pas possible, au helpdesk visé à l'article 6ter de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Attestation de cette déclaration est délivrée à l'intéressé et une copie de l'attestation est, le cas échéant, transmise à la police de la résidence principale de l'intéressé. La carte d'identité est renouvelée après enquête sur les circonstances de la perte, du vol ou de la destruction et contre remise de l'attestation.

En cas de perte, de vol ou de destruction de l'attestation, il est procédé de la même manière qu'en cas de perte, de vol ou de destruction de la carte d'identité.

§ 2. En cas de communication par le titulaire de la carte à la commune, à la police ou au helpdesk de la perte ou du vol d'une carte d'identité, la fonction électronique de la carte d'identité est immédiatement suspendue.

Si la carte d'identité perdue ou volée n'est pas retrouvée dans les sept jours après la notification ou en cas de destruction, le titulaire de la carte demande une nouvelle carte d'identité à la commune de sa résidence principale. La commune annule la carte d'identité perdue, volée ou détruite, demande au prestataire de service de certification le retrait de la fonction électronique de cette carte d'identité et lance la procédure de fabrication d'une nouvelle carte d'identité.

Si la carte d'identité perdue ou volée est retrouvée dans les sept jours après la notification, le titulaire de la carte en informe la commune de sa résidence principale. La commune charge le prestataire de service de certification de réactiver la fonction électronique de cette carte d'identité.

§ 3. Si la carte est retrouvée après qu'elle a été renouvelée, elle doit être restituée à l'administration communale.

En aucun cas, une personne ne peut être titulaire ou porteur de plus d'une carte ou attestation.

Art. 7. Le helpdesk reçoit les appels soit directement d'un titulaire de carte, soit d'une commune, de la police, du producteur de la carte, du personnalisateur de la carte, de l'initialisateur de la carte ou d'un prestataire de service de certification. Il est opérationnel vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept.

Seul le titulaire de la carte peut communiquer la perte, le vol ou la destruction de la carte d'identité. Lors de la notification, il est vérifié si c'est effectivement le titulaire de la carte qui procède à celle-ci.

Art. 8. Toute apposition ou modification de mentions sur la carte d'identité, de quelque manière que ce soit, par le titulaire ou par une personne non autorisée, est interdite.

Art. 9. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Art. 6. § 1. Bij verlies, diefstal, of vernieling van de identiteitskaart dient de houder onverwijld aangifte daarvan te doen bij het gemeentebestuur van zijn hoofdverblijfplaats of bij het dichtstbijzijnde politiekantoor, of indien dit niet mogelijk is bij de helpdesk, bedoeld in 6ter van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Een attest van deze aangifte wordt de betrokkene ter hand gesteld en een afschrift van het attest wordt, in voorkomend geval, gezonden aan de politie van de hoofdverblijfplaats van de betrokkene. De identiteitskaart wordt vernieuwd na een onderzoek naar de omstandigheden waarin de kaart verloren, gestolen of vernield is en tegen inlevering van het attest.

Bij verlies, diefstal of vernieling van het attest wordt gehandeld op dezelfde wijze als bij verlies, diefstal of vernieling van de identiteitskaart.

§ 2. Bij melding aan de gemeente, de politie of de helpdesk van verlies of diefstal van een identiteitskaart door de kaarthouder, wordt de elektronische functie van de identiteitskaart onmiddellijk geschorst.

Indien de verloren of gestolen identiteitskaart niet wordt teruggevonden binnen zeven dagen na de melding of in geval van vernieling, vraagt de kaarthouder een nieuwe identiteitskaart aan bij de gemeente van zijn hoofdverblijfplaats. De gemeente annuleert de verloren, gestolen of vernielde identiteitskaart, vraagt aan de certificatie dienstverlener om de elektronische functie van deze identiteitskaart in te trekken en start de procedure voor de aanmaak van een nieuwe identiteitskaart.

Indien de verloren of gestolen identiteitskaart wordt teruggevonden binnen zeven dagen na de melding, dan meldt de kaarthouder dit aan de gemeente van zijn hoofdverblijfplaats. De gemeente geeft de certificatie dienstverlener de opdracht de elektronische functie van deze identiteitskaart te reactiveren.

§ 3. Wordt de kaart teruggevonden nadat ze werd vernieuwd, moet ze worden ingeleverd bij het gemeentebestuur.

Een persoon mag in geen geval houder zijn van meer dan één kaart of attest.

Art. 7. De helpdesk ontvangt oproepen hetzij rechtstreeks van een kaarthouder, hetzij van een gemeente, de politie, de kaartproducent, de kaartpersonalisator, de kaartinitialisator of een certificatie dienstverlener. Ze is vierentwintig uur per dag gedurende zeven dagen per week operationeel.

Alleen de kaarthouder kan het verlies, de diefstal of de vernietiging van de identiteitskaart melden. Bij de melding wordt nagegaan of het inderdaad de kaarthouder is die de melding doorgeeft.

Art. 8. Het aanbrengen of wijzigen van enige vermelding op de identiteitskaart, op welke wijze ook, door de houder of door een niet-gemachtigd persoon, is verboden.

Art. 9. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is gelast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

Annexe

BELGIQUE CARTE D'IDENTITE	BELGIË IDENTITEITSKAART	BELGIEN PERSONALAUSWEIS	BELGIUM IDENTITY CARD
Nom / Name			
Prénoms / Given names			
Lieu et date de naissance / Place and date of birth		Sexe / Sex	
Nationalité Nationality		Photo	
N° carte / Card No			
Valable de - au / Valid from - until			
Signature du titulaire / Holder's signature			

N° d'identification du Registre national / Identification number of the National Register
Lieu de délivrance / Place of issue
Autorité / Authority

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Bijlage

BELGIË IDENTITEITSKAART	BELGIQUE CARTE D'IDENTITE	BELGIEN PERSONALAUSWEIS	BELGIUM IDENTITY CARD
Naam / Name			
Voornamen / Given names			
Geboorteplaats en -datum / Place and date of birth		Geslacht / Sex	
Nationaliteit / Nationality			
Kaartnr. / Card No			
Geldig van - tot / Valid from - until			
Handtekening van de houder / Holder's signature			
Foto			

Identificatienummer van het Rijkregister / Identification number of the National Register
Plaats van afgifte / Place of issue
Overheid / Authority

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Anlage

BELGIEN PERSONALAUSWEIS	BELGIQUE CARTE D'IDENTITE	BELGIË IDENTITEITSKAART	BELGIUM IDENTITY CARD
Name / <i>Nome</i>			
Vorname(n) / <i>Given name(s)</i>			
Geburtsort und -datum / <i>Place and date of birth</i>		Geschlecht / <i>Sex</i>	
Staatsangehörigkeit <i>Nationality</i>			
Ausweisnr. / <i>Card No</i>			
Gültig von - bis / <i>Valid from - until</i>			
Unterschrift des Inhabers / <i>Holder's signature</i>			
			Paßbild

Erkennungsnr. des Nationalregisters / <i>Identification number of the National Register</i>
Ausstellungsort / <i>Place of issue</i>
Behörde / <i>Authority</i>

Gesehen um Unserem Erlass vom 25. März 2003 beigefügt zu werden

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Minister des Innern,

A. DUQUESNE